

2,5 milliards d'euros, pour l'égalité des droits en Guyane !

La Guyane, département Français, est fortement touchée depuis trois semaines par des mouvements de grève. Les manifestants demandent juste la mise en place des réformes sociales promises pendant le quinquennat.

Durant ces trois semaines plusieurs mouvements sociaux ont été déclenchés, empêchant notamment le lancement de la fusée Ariane 5, vitrine économique du territoire, traduisant des revendications de salariés et une exaspération croissante de la population notamment face au déficit d'offre de soins, d'éducation, d'économie et de sécurité.

Le développement d'un territoire ne peut pas se faire que sur le tourisme.

Les trois seuls hôpitaux de la région, sont tous situés sur le littoral. Les besoins de financement sont estimés à au moins 120 millions d'euros pour permettre le bon fonctionnement des établissements. **L'État y répond par une aide étalée sur plusieurs années de 85 millions d'euros seulement, et repousse une nouvelle fois l'exigence de faire entrer le centre médico-chirurgical de Kourou (CMCK) dans l'offre de soins 100 % publique.**

Depuis des années la construction d'un pôle universitaire, pour répondre aux besoins de la deuxième ville la plus dynamique de Guyane, est ignorée par les gouvernements successifs. Idem pour la construction des lycées, que les collectivités asphyxiées sont incapables de financer, du fait d'un manque de dotations de la part de l'état au moment du transfert des compétences.

40 % des jeunes sont au chômage et beaucoup sont déscolarisés à 13 ou 14 ans, **la mission locale de Cayenne est exsangue, et n'est plus en mesure de financer les formations pour donner une chance à ces enfants.**

Les Guyanais réclament, depuis 70 ans, la construction d'une route est-ouest pour relier le littoral à la ville totalement isolée de Maripasoula, mais une nouvelle fois, le gouvernement se borne à planifier la rénovation des routes littorales à hauteur de 300 millions d'euros.

Au niveau de l'énergie, là aussi la priorité n'est pas la réponse aux besoins de la population. 94 000 personnes n'ont aucun accès à l'énergie sur une population totale estimée à 260 000 personnes, et 60 % de la production électrique alimente le centre spatial.

Tout ceci démontre bien qu'un pays, une région, un département, ne peut pas vivre que sur le tourisme, que l'industrie et les services publics sont une nécessité, des intérêts communs, des complémentarités économiques et sociales indissociables.

➔ **Au 21^{ème} siècle, IL EST INDIGNE D'UN GOUVERNEMENT, qui dit respecter les Droits de l'Homme, de mener une politique colonialiste.**

➔ **Les annonces du gouvernement sont inacceptables en l'état, sachant que LA GUYANE A ACCUMULÉ UN RETARD CONSIDÉRABLE EN SOIXANTE ET ONZE ANS DE DÉPARTEMENTALISATION et qu'ils n'ont eu de cesse d'interpeller l'Etat sur leurs conditions de vie.**

La FNIC-CGT apporte sa solidarité et son soutien aux revendications portées par les grévistes Guyanais, et exige du gouvernement d'assumer pleinement ses responsabilités, en répondant aux revendications légitimes du peuple Guyanais.